



EDITO

Les fédérations de plaisanciers en force

En ce mercredi 7 mai 2020, le gouvernement a tranché. À compter du 11 mai, nous aurons accès aux plages et plus généralement aux activités nautiques, à condition que le maire de la zone concernée ait mis en place toutes les mesures barrières nécessaires, qu'il en ait fait la demande à la préfecture (terrestre) et que cette dernière donne son aval.

Côté navigation, les trois préfectures maritimes – Méditerranée, Atlantique et Manche – ont annoncé ouvrir leurs eaux aux plaisanciers, avec cependant plusieurs contraintes, et à moins d'un énième retournement du gouvernement vous devriez, au moment où j'écris ces lignes, avoir pu sortir votre bateau et tremper les lignes. Dès lors les pêcheurs se retrouvent séparés en deux familles, avec des conditions qui indignent – à juste titre – les pratiquants du bord. L'échec pour les plages tient avant tout à une vision très parisienne du littoral par les autorités qui ont bien du mal à comprendre ce que cette zone revêt comme importance pour les résidents du bord de mer. Autoriser les parcs et interdire le littoral à moins d'un long protocole ? Une décision d'autant plus compliquée à comprendre que nous sommes au mois de mai, que les touristes ne sont pas encore là et que les déplacements sont limités à 100 km.

De leur côté, les plaisanciers ont pu compter sur l'alliance des fédés pour faire pression et obtenir gain de cause. L'union fait la force et

selon Jean Kiffer, président de la **FNPP**, très actif dans les négociations, « c'est la première fois que l'on voit une telle entente entre les différentes entités représentatives de la plaisance. J'étais tous les jours au téléphone avec M. Pallarès le président de la Fédération Française des Ports de Plaisance et d'autres. Nous avons travaillé main dans la main. Nous avons eu du poids pour faire entendre nos arguments. »

Ainsi, la Fédération des Industries Nautiques (FIN) a, dans la foulée des annonces des Préfets, enregistré de nombreuses nouvelles inscriptions. Preuve d'une prise de conscience de l'importance de ces instances et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Cependant dans une lecture globale de la discipline halieutique, cette crise a plus que jamais mis en avant l'aspect « ex-Yougoslavie » de la pêche en mer aujourd'hui. L'occasion était pourtant belle pour faire table rase du passé et de tous s'allier dans un combat commun...

Benoît Simon

